
La participation, dans quel sens? L'exemple des organisations communautaires et de l'agriculture urbaine dans les villes de Mexico et de Cuernavaca

Manon Boulianne *Université Laval*

«Participez, participez, participez, vous dis-je!»
On entend dans le monde entier la même injonction.
Elle ne s'adresse évidemment qu'aux habitants
pauvres. —Pierre Calame (1999 : 3)

Résumé : S'inspirant d'une approche des mouvements sociaux qui accorde une importance centrale aux dimensions symboliques de l'action collective, l'auteure de cet article suggère que le sens même de ce que participer signifie devient un enjeu pour les organisations communautaires qui s'engagent dans des programmes de développement axés sur l'entrepreneuriat populaire. Resitué dans l'évolution générale des mouvements urbains populaires mexicains, l'exemple de deux organisations ayant récemment investi le terrain de l'économie sociale en agriculture urbaine permet d'illustrer comment les effets structurants des activités de production marchande entraînent, chez les personnes et les groupes concernés, une renégociation du sens accordé à la participation.

Mot-clés : participation, agriculture urbaine, développement, anthropologie de l'économie, économie sociale, Mexique

Abstract: In accordance with a theory of social movements which puts emphasis on the symbolical dimensions of collective action, this article suggests that what participation means is at stake as community organizations are integrating in increasing numbers financial schemes directed at the development of popular entrepreneurship. In the context of the transformation of the urban popular movement in Mexico, the case of two community organizations which have recently developed urban agriculture activities directed at the market illustrates that this new situation induces, both for persons and the organizations they belong to, a renegotiation of the meaning of participation.

Keywords: participation, urban agriculture, development, anthropology of economy, social economy, Mexico

Introduction

La vertu de la «participation» semble, depuis quelques années, donner lieu à un consensus sans précédent entre les agences intergouvernementales, telles l'ONU et les institutions qui composent son système, les agences internationales d'aide au développement, les gouvernements nationaux et locaux, les ONGs et les organisations populaires. Cette apparente convergence peut masquer le fait que la notion de participation est loin d'être univoque (Johnson et Wilson, 2000 : 1891; Toranzo Roca, 1999 : XIII) et que le «sens» accordé à la notion de participation est l'expression de rapports sociaux et de projets politiques spécifiques portés par des acteurs qui occupent des places distinctes dans les structures internationales, nationales et locales du pouvoir¹. Le «sens» de la participation s'inscrit également dans des trajectoires nationales particulières. Dans les pays qui ont connu la dictature ou des régimes politiques autoritaires, la participation peut se poser comme l'antithèse de l'autoritarisme. Selon Costa (1994), elle renvoie à des rapports politiques qui s'établissent dans le «sens» horizontal tandis que l'autoritarisme repose sur des rapports qui se jouent à la verticale (domination/subordination). Pourtant, les termes de ce rapport ne sont pas mutuellement exclusifs. Aussi la participation peut-elle s'inscrire dans des rapports autoritaires lorsque, par exemple, elle devient obligatoire ou conditionne, pour certains groupes, le respect de droits sociaux ou la prestation de services publics. L'application du programme PROGRESA par l'administration d'Ernesto Zedillo en région mazahua en constitue un exemple.

Cet article repose donc sur l'idée que la participation s'inscrit dans des rapports plus ou moins horizon-

taux ou verticaux. Dans cette optique, je suggère que des luttes se jouent au quotidien autour du sens même de la participation, c'est-à-dire de la signification qu'on lui prête et du type de projet social qui s'y trouve lié. Escobar et Alvarez (1992), Melucci (1996), Benford et Snow (2000) suggèrent que les mouvements sociaux contemporains ne sont pas constitués uniquement autour de la défense d'intérêts matériels de la part de groupes sociaux objectivement définis par la place qu'ils occupent dans l'organisation sociale et du travail mais, aussi, autour de la défense de différentes interprétations du monde qui s'affrontent dans une arène conflictuelle. Dans cette arène, les idées, les symboles, les concepts et les paradigmes structurant la pensée sont en jeu. L'issue de la lutte est l'hégémonie d'une structure d'interprétation du monde. Si les autres ne disparaissent pas devant elle, elles y sont subordonnées et se présentent comme autant d'«alternatives» que leurs défenseurs peuvent tenter de hisser au sommet. Ces luttes collectives se jouent au plan des significations, mais elles ont des retombées réelles. À l'inverse, les interprétations en lutte sont issues de l'expérience. Dans cette perspective, la relation entre expérience et idéologie est dialogique.

Dans cet article², je m'attarde plus spécifiquement, à partir d'exemples en agriculture urbaine, aux organisations communautaires qui mettent sur pied des entreprises de l'économie sociale. La participation constitue un élément définitoire de l'économie sociale et l'autodétermination a été au cœur des luttes menées depuis presque quarante ans par le mouvement urbain populaire mexicain. Lors d'un séjour au Mexique en 1998, j'ai toutefois été à même de constater que la capacité de ces organisations communautaires à définir leurs objectifs de manière autonome risque de se voir compromise avec leur insertion croissante dans des programmes de développement qui favorisent une participation plus économique que politique.

Après la présentation de quelques éléments conceptuels relativement aux organisations communautaires de base (OCBs), aux organisations non gouvernementales (ONGs) et à l'économie sociale, j'expose, en prenant appui sur des données de terrain, comment se sont transformées les pratiques de deux organisations communautaires ayant récemment investi le terrain de l'économie sociale. Situait ces transformations dans l'évolution du mouvement urbain populaire au Mexique, je montre que leurs effets structurants provoquent, chez les personnes et les organisations, une renégociation du sens accordé à la participation.

OCBs, ONGs, économie sociale et participation : quelques éléments conceptuels

De l'avis de Lewis (1999 : 74), l'anthropologie peut jouer un rôle actif au sein des études du Tiers secteur en «révélant, élargissant et approfondissant» (ma traduction) davantage ce champ de recherche. Il considère que les pratiques et les logiques qui sous-tendent l'action des petites associations locales demeurent trop peu étudiées, ce qui empêche de voir comment leur action, façonnée par les politiques de développement, contribue aussi à façonner ces dernières. Ses propos rejoignent ceux d'Escobar (1997 : 556), qui suggère pour sa part que l'ethnographie peut contribuer à renouveler les études anthropologiques de la mondialisation et du développement. À son avis, celle-ci permet de mettre à jour les processus de reconstruction constante des identités collectives et des pratiques économiques locales. Autrement dit, ces deux auteurs suggèrent d'examiner comment les dynamiques micro-sociales, telles qu'elles se présentent dans les trajectoires de groupes particuliers, s'insèrent dans et contribuent tout à la fois à la transformation des paradigmes sociétaux, dont celui du développement (Fisher, 1997 : 449). Mes travaux sur l'agriculture urbaine, entrepris en 1998, s'inscrivent dans cette visée. Ils se situent à la croisée des études sur les organisations communautaires de base (OCBs) et des études sur les organisations non gouvernementales (ONGs), que je distingue des premières. À l'instar de Mitlin (1998 : 91), je définis les ONGs comme des «(...) organisations intermédiaires, professionnelles, sans adhérents et à but non lucratif, indépendantes par rapport à l'État, qui entreprennent diverses activités aux fins de favoriser le développement». Quant aux OCBs, elles sont des

(...) organisations populaires, également indépendantes de l'État. Les risques, les coûts et les bénéfices sont partagés entre les membres, et les dirigeants ou les gestionnaires sont responsables devant les adhérents. La plupart sont à but non lucratif, mais certaines fonctionnent en tant qu'entreprises commerciales coopératives. (Mitlin, 1998 : 91)

La différence que j'établis entre OCBs et ONGs tient donc au fait que les activités des premières visent à bénéficier à leurs membres et, qu'en général, elles ne comptent pas d'employés, tandis que les ONGs travaillent pour des tiers et emploient des professionnels rémunérés.

Dans sa dimension conceptuelle, la notion d'économie sociale³ rejoint la perspective substantiviste de l'économie proposée par Polanyi (1967). Dans sa dimen-

sion empirique, elle désigne un ensemble de pratiques économiques assez diverses mais qui peuvent être fédérées sur la base de principes partagés :

1. finalité de service aux membres ou à la collectivité plutôt que de profit;
2. autonomie de gestion;
3. processus de décision démocratique;
4. primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus. (Defourny et Develtere, 1999 : 38)

Les coopératives, les mutuelles et certaines associations productrices de biens ou de services destinés à leurs membres et /ou à des tiers appartiennent à ce grand ensemble. Les coopératives et les mutuelles ont une histoire qui date de plus de 150 ans. Quant aux associations, elles ont initié leurs incursions dans l'économie sociale dans les années 1970. Elles se sont multipliées au cours des années 1980 et, surtout, de la dernière décennie. On considère généralement que l'émergence d'entreprises de l'économie sociale se veut une réponse à des demandes sociales qui ne se trouvent comblées ni par le secteur public, ni par le secteur privé. Elles émaneraient donc d'une condition de nécessité⁴ (Defourny et Develtere, 1999 : 44-45). Par ailleurs, ces initiatives se développent dans le sillage de mouvements sociaux revendicateurs d'une plus grande implication des usagers et des usagères (ou des consommateurs et des consommatrices) dans la définition et l'offre de services, dans des secteurs comme l'éducation (pour la garde des jeunes enfants, notamment), la santé (par exemple, des groupes offrant des services alternatifs pour les femmes ou en santé mentale), le logement (coopératives d'habitation) ou l'alimentation (coopératives de consommateurs, jardins d'insertion, agriculture soutenue par la communauté, etc.). La présence grandissante de l'économie sociale correspond aussi à la remise en cause de l'État-providence, à la crise de l'emploi, au déploiement de politiques économiques néolibérales et, au Mexique comme dans d'autres pays du Tiers monde, aux mesures d'ajustement structurel imposées par les institutions financières internationales comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international, qui ont eu entre autres conséquences de renvoyer aux personnes et aux groupes sociaux des responsabilités qui étaient, depuis plusieurs décennies, attribuées à l'État (Verduzco, List et Salomon, 1999).

Le démarrage d'une entreprise de l'économie sociale de la part d'une OCB exige généralement un investissement qui n'est possible que grâce à un financement externe, sous forme de subvention ou de prêt. Ce financement passe souvent par une ONG nationale ou

extra-nationale, surtout si l'OCB en question ne possède pas de statut juridique, donc pas d'existence légale. Dans ce cas, l'ONG joue un rôle d'intermédiaire entre la «base», représentée par l'OCB, et les bailleurs de fonds.

Si, comme le fait remarquer Aguilar Villanueva, aujourd'hui encore, de nombreuses organisations civiles mexicaines évitent d'établir des rapports formels avec le gouvernement, de peur d'y perdre leur autonomie et leur identité (1997 : 96), la question se pose également en lien avec les bailleurs de fonds auxquels ces organisations font appel dans le but d'ajouter un volet entrepreneurial à leurs activités. Les organisations communautaires de base qui intègrent le domaine économique en s'associant à des programmes de développement axés sur l'entrepreneuriat peuvent-elles arriver à conserver le contrôle de leurs activités et de leur identité collective? Que signifie participer dans ce contexte?

Agriculture urbaine et participation : de l'éducation populaire à l'entrepreneuriat social

Prenons d'abord le cas du Centre Communautaire d'Éducation et d'Action Environnementale (CECEAMI), au sein duquel s'activaient en 1998, lorsque j'ai mené ma recherche sur le terrain, une dizaine d'hommes et de femmes du quartier Miravalle, situé dans la délégation d'Iztapalapa, au sud-est de la zone métropolitaine de la ville de Mexico. Les membres du CECEAMI réalisaient alors des activités d'éducation environnementale, de production organique de plantes comestibles et médicinales, de lombriculture et de fabrication de compost. Le CECEAMI n'a pas d'existence légale mais, avec deux autres organisations communautaires du quartier, actives dans les domaines de l'éducation et de la santé communautaire, il constitue une composante de la COCOMI (*Coordinadora Comunitaria Miravalle*) qui est, elle, une association civile dont le statut est juridiquement reconnu. En tant qu'association civile, la COCOMI peut obtenir et gérer elle-même les ressources financières nécessaires au maintien et au développement de ses activités et de celles de chacune de ses composantes.

Dès les premières années d'existence du quartier Miravalle, au milieu des années 1980, une organisation de citoyens appelée J'tekilaltik (un mot emprunté au maya tojolabal, qui signifie «paradis») fut mise sur pieds par des frères maristes venus s'y installer dans le but de fonder une école primaire. Cette organisation «indépendante»⁵, qui s'est impliquée principalement dans des revendications visant l'installation d'infrastructures urbaines et l'introduction de services publics dans le

quartier, s'est plus tard scindée pour donner lieu à l'émergence de différents groupes, dont trois forment aujourd'hui la COCOMI.

Le CECEAMI dispose d'un terrain où l'on trouvait en 1998 des parcelles dédiées à l'horticulture, un centre de compostage, une serre, une salle de réunion et deux réservoirs d'eau. Le terrain, d'une superficie de 2 500 mètres carrés, est situé aux limites du quartier. Il jouxte une zone de conservation écologique. Ce terrain devait servir à l'établissement de l'école secondaire des frères maristes mais, en 1993, à la suite de son expropriation par le gouvernement de la ville de Mexico dans le but de créer la réserve écologique de la Sierra de Santa Catarina, toute nouvelle construction se voyait bannie de ce périmètre. C'est alors que surgit l'idée d'y établir un Centre communautaire dédié à l'amélioration de l'environnement. Comme il s'agissait d'une activité compatible avec le nouveau zonage, la municipalité donna son autorisation et accepta de prêter le terrain à cette fin.

Outre l'exploitation de l'espace collectif en parcelles individuelles d'environ 500 mètres carrés, sur lesquelles ils sèment des haricots, des radis, des carottes, des laitues, de la coriandre et des figues de Barbarie, les membres du CECEAMI réalisent des activités de compostage. La matière première est constituée principalement de déchets verts récupérés des éventaires de légumes du quartier. Préalablement déchiquetés, ils sont ensuite déposés dans des bacs en blocs de ciment d'environ un mètre carré, qui reposent directement sur le sol. On y ajoute des vers composteurs qui se chargent d'accélérer le processus naturel de transformation des déchets en humus.

En 1998, la vente du compost ne permettait pas encore de rétribuer les membres du groupe. En attendant, ils avaient décidé de créer un fonds mutuel où ils pourraient emprunter en cas de besoin (maladie, décès dans la famille, etc.). Mais on comptait bien pouvoir développer une véritable entreprise d'économie sociale. C'est d'ailleurs dans l'espoir d'en tirer un revenu stable que Don Martin⁶, âgé de 50 ans, sans emploi depuis plusieurs années et dont la seule source de revenus était la revente de ballons de soccer détériorés dont il faisait la réparation, a joint le groupe. Pour le leader informel du groupe, un jeune agronome féru d'horticulture biologique, l'implication des membres dans une activité qui les transformerait personnellement et qui aurait des répercussions sur la dynamique socio-politique du quartier importait cependant davantage que le volume de production des parcelles ou du centre de compostage. Les motifs de Margarita, une autre membre du collectif,

étaient un peu différents. Si elle prenait part aux activités du CECEAMI, c'était d'abord pour faire des apprentissages et échapper à l'enfermement domestique. Malgré les réprimandes de sa belle-famille, qui considérait qu'elle perdait son temps à s'investir dans des activités communautaires, elle affirmait que pour rien au monde elle n'y renoncerait :

J'aime travailler, j'aime participer, j'aime sortir dans le quartier, dans la communauté. Ils peuvent me frapper s'ils le veulent, je ne vais pas arrêter... Je ne participe pas par intérêt, mais parce que j'aime travailler, participer, apprendre... Avant, je ne savais pas parler correctement, j'étais gênée de parler à des gens qui n'étaient pas de ma famille. Ce n'est plus le cas... je me suis développée comme personne, j'ai appris des choses dont je ne soupçonnais même pas l'existence.

Comme on peut le constater, la participation prend des significations différentes pour les membres du CECEAMI.

L'organisation du travail est régie au CECEAMI par les consensus établis au sein du groupe, une réunion ayant lieu chaque quinzaine pour faire le point. Au départ, on avait formé des comités (éducation et diffusion, jardin communautaire, déchets, gestion et administration) afin que chacun et chacune ait des responsabilités particulières. Ensuite, comme le groupe conservait une taille restreinte, ses membres ont jugé que les comités n'étaient plus nécessaires. En réalisant mon enquête sur le terrain, j'ai pu constater que les membres du groupe remplissaient différentes tâches à tour de rôle: brassage, tamisage, mise en sac du compost et surveillance du terrain car, une fois les légumes en croissance sur les parcelles cultivées, les vols étaient fréquents: rappelons que les quartiers avoisinants, comme celui de Miravalle, sont peuplés de ménages pauvres. Régulièrement, des corvées avaient lieu la fin de semaine pour travailler collectivement à l'aménagement du terrain, et les résidants du quartier étaient invités à y prendre part.

Jusqu'à l'été 1998, le CECEAMI avait compté sur du financement à fonds perdus provenant de l'Ambassade du Canada et d'une fondation privée mexicaine, DEMOS (*Iniciativa Social para el Desarrollo*), vouée à l'aide au développement communautaire. Cet argent avait permis l'acquisition d'équipement et la tenue d'activités d'éducation populaire au sein du groupe et auprès des habitants du quartier. Alors que je me trouvais sur place, la COCOMI étaient en train de réaliser un exercice de planification stratégique. Conseillés par des spécialistes du développement organisationnel rattachés à une ONG régionale, les représentants et représentantes

de ses différentes constituantes rédigeaient ensemble une mission, des objectifs et des stratégies à privilégier par l'association. Le tout devait mener à l'élaboration d'un document guide qui servirait à adresser des demandes de financement à des bailleurs de fonds potentiels.

À l'automne 1998, la COCOMI recevait une subvention de l'Institut du Développement Social du Mexique dans le cadre d'un nouveau programme d'investissement social⁷. Cette somme devait permettre à ses constituantes d'élargir leurs activités productives et de créer des emplois grâce à la mise en marché de leurs produits. Puis, au printemps 1999, à la suite de la présentation d'un projet axé sur l'implantation d'un fonds de crédit rotatif pour le démarrage de micro-entreprises, la voie entrepreneuriale recevait un stimuli supplémentaire avec l'obtention d'une importante subvention de la Fondation interaméricaine, dont les versements allaient s'échelonner sur trois ans. Pour le CECEAMI, cela signifiait que l'on pourrait hausser la productivité. Mais encore fallait-il trouver des débouchés pour les produits du collectif, c'est-à-dire le compost mais, aussi, comme le projet présenté à la Fondation interaméricaine le prévoyait, des cosmétiques et des produits médicaux à base de plantes organiques. De nouvelles activités durent alors être entreprises: démarches auprès des autorités compétentes pour recevoir les permis nécessaires à la mise en marché (conditions d'hygiène pendant la transformation, qualité et nature organique des matières premières utilisées, emballage adéquat, étiquetage, etc.), amélioration de l'infrastructure, recherche de marchés solvables (Cerdeña García, 2000). Survivant pour la plupart grâce à des activités économiques informelles, les habitants du quartier ne représentent certainement pas un marché pour ce genre de produits et, en général, la demande pour les produits naturels manufacturés demeure peu développée au Mexique. Il fallait donc se tourner vers l'extérieur et penser à l'exportation.

L'orientation première du CECEAMI et de la COCOMI, voués à l'éducation populaire, à la transformation des rapports de genre et à l'amélioration de l'environnement et des services d'intérêt général dans le quartier, a donc été prise à partie. Cela n'a pas été sans provoquer de débats en leur sein. Aux dires d'un informateur directement impliqué dans l'organisation, les tensions, présentes depuis le début entre deux courants de pensée à l'intérieur de l'organisation, se sont trouvées poussées à leurs limites. Dans son ensemble, l'association se sentait parvenue à la croisée des chemins : ou bien elle s'investissait dans le démarrage de micro-entreprises génératrices de revenus, reléguant à un second plan l'é-

ducation populaire et l'organisation communautaire qui avaient jusque là constitué le cœur de sa mission, ou bien elle réaffirmait la primauté de la rentabilité sociale, par contraste avec la rentabilité économique, de ses activités (Barroso Arias et al., 2000 : 5).

À partir de la présentation de ce cas, trois commentaires peuvent déjà être formulés en lien avec la question de la participation : 1) participer ne veut pas dire la même chose, au plan des motivations personnelles et des objectifs collectifs, pour tous les membres d'une organisation communautaire de base; 2) le développement d'activités de production visant le marché semble mettre ces différences en évidence; 3) l'adjonction d'objectifs marchands à des activités relevant auparavant d'une autre logique entraîne une restructuration des activités qui déplace la participation d'un pôle politique vers un pôle productiviste.

Un deuxième cas semble confirmer ces premières observations. Cette fois, il s'agit d'un groupe formé d'une quinzaine de femmes, résidentes du quartier Otilio Montaño de la ville de Cuernavaca, qui ont mis sur pied un centre de compostage avec l'aide de l'ONG CIDHAL (*Comunicación, Intercambio y Desarrollo Humano en América Latina*)⁸ à laquelle l'organisation communautaire Ixtelloatl a fait appel à cette fin. Les données concernant l'évolution du projet de centre de compostage proviennent d'une entrevue menée auprès d'une intervenante de CIDHAL.

Le quartier Otilio Montaño est adjacent à une importante zone industrielle, appelée CIVAC (*Ciudad Industrial del Valle de Cuernavaca*), dont le périmètre se situe en partie dans la municipalité de Cuernavaca, en partie dans celle de Jiutepec. Créée en 1963, elle abrite aujourd'hui plus de 3 000 entreprises de taille variée, dont les plus grandes dans le secteur de l'industrie chimique, pharmaceutique, automobile et textile. L'organisation écologiste Ixtelloatl, à laquelle participent des résidents et des résidentes d'une vingtaine de quartiers situés autour de la zone industrielle, a pris forme à la suite de la tenue, en 1987, d'un atelier d'analyse de la problématique environnementale provoquée par la croissance de la CIVAC. Cet atelier avait été organisé par un regroupement de communautés ecclésiales de base de Jiutepec (Fundación Don Sergio Méndez Arceo⁹, 1997 : 29). S'inspirant de la théologie de la libération, ces communautés ecclésiales, qui ont une forte présence dans les quartiers populaires à Cuernavaca, favorisent l'analyse politique et la participation des secteurs populaires aux mouvements sociaux progressistes. Les OCBs et les ONGs actives dans la protection de l'environnement ont une présence notable dans l'État de Morelos. Elles représentent

actuellement près du quart des «organisations non gouvernementales» répertoriées par le gouvernement de l'état¹⁰ (Gouvernement de l'état de Morelos, 2001). C'est dire que la participation n'est pas une expérience nouvelle pour les femmes impliquées dans la création du centre de compostage du quartier Otilio Montaño. Plusieurs sont actives depuis plusieurs années au sein de communautés ecclésiales de base, de leur association de quartier, d'Ixtelloatl, etc. Sans doute, ces différentes organisations, qui poursuivent des objectifs spécifiques distincts, ont-elles des pratiques participatives variées. Mais revenons au centre de fabrication de compost.

D'après mon informatrice, une professionnelle du CIDHAL, le projet, qui a débuté en 1996, comportait trois volets : éducation environnementale, transformation des rapports de genre et entrepreneuriat collectif. Au cours des deux premières années, les participantes ont pris part à différentes activités de formation en lien avec ces trois volets. Elles ont également eu l'occasion de faire partager les techniques de récupération des déchets domestiques qu'elles y ont acquises auprès des jeunes et des adultes de leur quartier. Le centre de compostage a débuté ses activités en 1998, sur un lot urbain d'environ 150 mètres carrés, prêté par le conjoint de l'une des membres du collectif. Une contribution du ministère du Développement Social du Mexique, obtenue par CIDHAL, permit de se procurer l'équipement nécessaire à son aménagement. N'étant pas légalement constitué, le groupe de femmes n'aurait pas pu avoir accès au programme gouvernemental. L'intermédiation d'une ONG s'avérait essentielle à l'obtention de ces ressources financières.

Tout comme au centre de compostage de Miravalle, l'organisation du travail est demeurée assez informelle et les processus de prise de décision, consensuels. N'ayant pas réalisé d'observations sur place, il m'est impossible de décrire avec précision les rapports qui se sont vraiment établis entre les femmes. Toutefois, les propos de mon informatrice ne laissent pas de doute à l'effet qu'une structuration minimale du travail y prévalait. Par exemple, même si les membres du groupe s'étaient alloués des responsabilités et des tâches particulières au sein de l'entreprise, leur réalisation s'est faite de manière plutôt anarchique et les horaires de travail étaient très fluctuants. Par ailleurs, le volume de production du compost est demeuré faible et peu d'efforts ont été investis dans sa commercialisation. Des ventes n'ont été réalisées qu'à petite échelle et les sommes obtenues ont été réinvesties dans l'entreprise. Ainsi, au moment de mon passage à Cuernavaca, plusieurs mois après le démarrage du centre, aucune rémunération

n'avait encore été versée aux membres du groupe. Toujours selon mon informatrice, cet état de choses ne représentait pas un problème pour la plupart des femmes impliquées, qui s'intéressaient moins à la viabilité de l'entreprise qu'au succès de leurs activités d'éducation environnementale auprès des habitants du quartier. D'autant plus que leur participation aux différentes activités collectives de formation et d'enseignement issues du projet semblait avoir provoqué rapidement, aux dires des femmes elles-mêmes, une valorisation accrue auprès de leurs conjoints et de leurs enfants. Cet apparent détachement par rapport aux objectifs entrepreneuriaux du projet peut cacher un déni des difficultés rencontrées. Par exemple, étant donnée la faible superficie du terrain dont elles disposaient, il n'était pas réaliste d'obtenir un rendement assez important pour assurer la rentabilité de l'entreprise et créer des emplois viables pour l'ensemble des femmes impliquées. Mais ce détachement peut aussi révéler une résistance de la part des femmes, dont une majorité semblait concevoir davantage leur groupe et leur centre de compostage comme un espace de sociabilité et de socialisation politique, pour reprendre une expression de Massolo (1997), que comme une entreprise. D'après mon informatrice, plusieurs rejetaient l'idée d'avoir à s'auto-imposer des horaires stricts de travail, à tenir un contrôle serré du volume de production, bref à standardiser les procédures et à se fixer des objectifs en termes de productivité. Elles n'étaient pas là pour cela.

En bout de ligne, plusieurs questions se sont tout de même posées. Par exemple, dans l'éventualité de la génération de surplus, comment déterminer la part devant revenir à chacune des «travailleuses» du collectif de production? Devrait-on mesurer le temps passé au travail? Les responsabilités assumées? Et comment déterminer le moment où la rentabilité est atteinte? Il faut tenir des comptes, déterminer le volume de production, faire des projections de vente, chercher des acheteurs, etc. Ainsi, de commenter mon informatrice, des activités de formation en administration ont-elles été prévues pour la troisième année du projet afin de doter les participantes des outils de gestion et des attitudes indispensables à la bonne santé financière de l'entreprise ainsi qu'au maintien de bonnes relations au sein du collectif.

À partir de ces deux exemples, il est possible d'identifier quelques éléments d'analyse quant aux transformations auxquelles se voit soumise la notion de participation dans des organisations communautaires qui s'activent dans le cadre de projets de développement où la composante économique devient centrale et qui impliquent la vente de produits sur le marché.

De la revendication à la prise en charge

Resituer ces expériences dans l'évolution générale des mouvements urbains populaires au Mexique permet de constater qu'elles en représentent les tendances les plus récentes. Ainsi, au plan des rapports entre les organisations communautaires de base et les politiques sociales qui émanent des gouvernements nationaux ou des organisations internationales, les cas présentés illustrent le passage d'une approche revendicatrice, parfois radicale, qui remettait en cause un système politique et économique basé sur des rapports sociaux asymétriques, à l'adhésion au moins partielle à un paradigme sociétal ancré dans le libéralisme économique lequel, au lieu de resituer les inégalités sociales dans leur réalité historique et structurelle, fait des individus et des collectivités locales les seuls responsables de leur destin économique. Le mouvement urbain populaire du Mexique, articulé autour des organisations communautaires de base, n'est plus celui qui a pris forme dans les années 1950. Il ne prend plus l'État social pour principal interlocuteur. Délaissant ses revendications pour des services collectifs accessibles pour tous les citoyens et toutes les citoyennes, il participe maintenant d'une offre de services structurée localement et subsidiée par les institutions financières internationales ou les agences d'aide au développement.

Rappelons qu'avec une urbanisation accélérée à partir des années 1950, des mouvements urbains revendiquant pour les masses l'accès au sol, à l'habitat, aux équipements et aux services collectifs (santé, éducation) ont pris naissance dans différentes villes du pays. Ces mouvements ont, pour la plupart, été cooptés et ont joint, comme les mouvements ouvriers et paysans, une structure verticale d'intégration sous contrôle étatique. La Confédération Nationale des Organisations Populaires (CNOP), créée en 1943 et constituée au départ de professionnels et d'entrepreneurs, a constitué à côté de la Confédération des Travailleurs Mexicains (CTM) et de la Confédération Nationale Paysanne (CNC) un des trois piliers de cette structure. À partir de la fin des années 1960, appuyés par des étudiants et des professionnels de gauche et profitant d'une ouverture du président Echeverría envers les mouvements indépendants (Bennett, 1992 : 247), plusieurs organisations se sont engagées dans des processus de conscientisation, de mobilisation des pauvres urbains et de revendication démocratiques inspirés, pour la plupart, d'une volonté de changement social radical, dont la première étape a culminé en 1980 avec la création de la CONAMUP, la Coordination Nationale du Mouvement Urbain Populaire. Les militants des organisations populaires indé-

pendantes de l'époque se gardaient de tout rapprochement avec le parti hégémonique ou les agences gouvernementales, de crainte d'être absorbés par les mécanismes de contrôle corporatif qui, pendant des décennies, ont contenu la société civile mexicaine (Hiernaux-Nicolas, 1995; Reilly, 1995). Jusqu'à la fin des années 1980, et malgré une certaine ouverture au sein du parti officiel, bon nombre de ces organisations ont refusé toute intervention des «institutions économiques et politiques dominantes» qui serait venue contaminer le travail effectué et créer de nouvelles dépendances (Sanyal, 1999 : 184).

Au cours des années 1980, la conjoncture économique défavorable favorisant l'entrée de l'aide au développement au pays, les ONGs mexicaines se sont multipliées. Une partie d'entre elles sont directement issues d'organisations communautaires de base ayant pris leur distance de l'Église catholique ou des organisations politiques de gauche qui en avaient été le plus souvent à l'origine¹¹ (Aguilar, 1997 : 295-297). Dépendantes des bailleurs de fonds internationaux, dont elles constituent des intermédiaires face aux organisations communautaires de base, les ONGs ont développé une expertise dans les thématiques considérées les plus pertinentes au plan international : rapports de genre, environnement et, plus récemment, production et création d'emplois pour lutter contre la pauvreté.

Pour Rodriguez et Winchester (1996 : 69), les ONGs et les OCBs ont en quelque sorte pris le relais de l'État national pour l'application de programmes de développement social. Il faut dire que la crise économique des années 1980 et la mise en place de mesures d'ajustement structurel ont contribué à la transformation des relations entre l'État et la société civile au Mexique. Aujourd'hui, l'État n'est plus considéré comme le principal moteur du développement économique et social. Son rôle est de maintenir les conditions qui permettent la reproduction du capital dans la nouvelle économie globale. Avec le déploiement du modèle néolibéral, le marché devient le principe régulateur central de la société et on mise sur l'initiative individuelle pour parer aux ratés du système (Sánchez, 1994 : 314). La population est renvoyée à elle-même pour la production des biens et des services qui relevaient du domaine public là où le secteur privé n'y voit pas d'intérêt ou lorsque la demande n'est pas solvable. Les organisations communautaires de base ont un important rôle à jouer dans ce modèle.

Ainsi, à l'instar du reste de l'Amérique latine, les organisations communautaires mexicaines délaissent depuis le milieu des années 1980 la position contestataire qui les caractérisait pour adopter une approche

axée davantage sur la concertation et le partenariat avec des acteurs politiques et économiques nationaux ou internationaux (Fox et Hernandez, 1995 : 181; Oakley et Flores, 1994 : 296; Regalado Santillan, 1997). Les cas présentés dans cet article illustrent cette évolution. Nous avons vu qu'à Cuernavaca et à Mexico, des associations de quartier, actives au sein d'un mouvement revendicateur pendant les années 1980, ont donné naissance à des organisations s'intéressant à des problématiques plus larges et jugées prioritaires dans le domaine du développement international, comme les transformations des rapports de genre et l'environnement. Depuis 1995, alors que l'éradication de la pauvreté et la création d'emplois en sont devenus les mots d'ordre, ces organisations ont réorienté leurs visées ce qui a contribué, notamment, au démarrage d'entreprises de l'économie sociale. La viabilité de ces entreprises leur permettrait de maintenir leurs préoccupations pour le développement social et le changement social à long terme, tout en contribuant à l'amélioration immédiate, dans le court terme et par le biais de la génération de revenus, des conditions de vie de leurs membres.

Mais alors que les organisations présentées dans cet article sont entrées dans une dynamique partenariale, à côté de l'État et du marché (Favreau, 1999 : 252), ces derniers n'y imposeront-ils pas leur vision de la participation et du développement, du fait qu'ils détiennent les cordons de la bourse? S'ils déterminent les thématiques et les approches à privilégier, on peut se demander si l'adhésion des organisations communautaires aux programmes axés sur le démarrage d'entreprises n'est pas en train de s'établir sur un mode de participation qui relèverait, en partie, de l'autoritarisme.

Conclusion : les sens multiples de la participation

Nous avons pu constater que, chez les personnes impliquées dans les organisations communautaires présentées dans cet article, la participation peut prendre des sens distincts, qui renvoient à des situations et à des aspirations personnelles, dont certaines sont modulées par le genre (Margarita veut s'activer dans une activité valorisante en-dehors de l'espace domestique; Don Martín veut un emploi pour faire vivre sa famille). Comme l'exemple du centre de compostage de Cuernavaca l'a montré, certains aspects des initiatives lancées par les organisations communautaires elles-mêmes donnent lieu à une résistance passive lorsque la notion de participation n'y correspond plus aux attentes initiales des membres ou à ce qu'ils et elles ont identifié, jusque là, comme étant les principaux bénéfices de leur participation.

Ainsi, aux sens multiples auxquels renvoie la notion de participation sur le registre individuel, vient se joindre une signification portée par les organisations. Celle-ci, constitutive de leur identité collective, est en constante renégociation et elle évolue avec le temps. Dans le cas de la COCOMI, la remise en question est importante. Une scission en dérivera peut-être. Arrivée à un tel point de rupture, la situation des OCBs devient paradoxale, comme celle des ONGs en général puisque, comme le signale Gordon, leur capacité à se maintenir comme organisations autonomes et autogérées passe par le financement de la part d'agences diverses qui ont leurs propres priorités (1997 : 62).

Depuis que Rahnema (1992) concluait dans son analyse critique de la notion de participation à la récupération d'un concept originellement porté par la gauche par les concepteurs d'un développement «par le haut», celle-ci est devenue suspecte pour les anthropologues s'intéressant aux mouvements sociaux et au développement. Plusieurs travaux ethnographiques, comme celui de Gezon (2000) par exemple, ont contribué à montrer que malgré la rhétorique employée, la plupart des projets n'attribuent en réalité que très peu de pouvoir décisionnel aux groupes concernés directement par les interventions menées au nom du développement. Selon Woost (1997), malgré sa connotation « alternative », le discours de la participation en vogue dans le domaine du développement donne lieu à des pratiques qui contribuent à une intégration accrue des bénéficiaires au modèle social et économique dominant, qui a pour fondement une approche libérale du développement orientée vers l'expansion de l'économie capitaliste. Adnan (1992, d'après Gardner et Lewis, 1996 : 111) considère pour sa part que la seule vraie forme de participation est celle des acteurs locaux qui mettent sur pied leurs propres initiatives, ce qui correspondrait au paradigme du développement «par le bas». Toutefois, comme les initiatives d'agriculture urbaine présentées dans cet article en font foi, on ne saurait prétendre que ces acteurs locaux agissent en vase clos et qu'ils ont toute la latitude voulue pour décider de quoi leur participation sera faite.

Manon Boulianne, Département d'anthropologie, Pavillon Charles-De Konink, Université Laval, Québec, Québec G1K 7P4. Téléphone: (418) 656-5867.

Notes

- 1 Comme c'est le cas pour d'autres notions d'usage généralisé qui s'insèrent dans un discours hégémonique (Centre Tricontinental, 1998), le sens donné au concept de participation est fonction de la position occupée au sein des

- structures du pouvoir mondiales, nationales, régionales et locales. Pour les uns, la participation (sous-entendu, de la société civile) est devenue une condition préalable et nécessaire à l'établissement ou au maintien de la paix dans le monde (Boutros-Ghali, 1996). Pour les autres, une véritable démocratisation des sociétés ne saurait advenir sans cette participation (Mitlin, 1998). Pour d'autres encore, seule la participation est garante d'un développement à visage humain (Helmich et Lemmers, 1998 : 15). Pour les organisations populaires, elle renvoie d'abord à la possibilité d'influencer les dispositifs et de transformer les règles qui contribuent au maintien des inégalités sociales. De plus, tandis que, pour les agences de développement et les gouvernements, la participation représente d'abord un moyen pour atteindre des fins (maintien de la paix, satisfaction des besoins essentiels, développement humain durable, sécurité alimentaire, éradication de la pauvreté, etc.), chez les acteurs populaires, la participation à des mécanismes de la démocratie représentative ou à la démocratie directe (Barber, 1997) est souvent une fin en soi puisqu'elle représente des gains dans l'autodétermination (Toranzo Roca, 1999).
- 2 Le présent article est une version remaniée de la communication présentée le 13 mai 1999 lors du 25^{ème} Congrès de la Société Canadienne d'Anthropologie dans le cadre du symposium «Participation à la base et interfaces bureaucratiques : le cas du Mexique». La recherche a été effectuée grâce à une bourse post-doctorale du Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Je remercie les personnes qui ont évalué une première version de l'article.
 - 3 Dans la littérature anglo-saxonne on utilise peu la notion d'économie sociale. Les travaux menés par le Centre de recherche sur la société civile de l'université John Hopkins, sous la direction de Lester M. Salamon, en constituent la référence la plus connue. On y utilise la notion de secteur sans but lucratif pour faire référence au Tiers secteur et à l'économie sociale. À la différence de la notion d'économie sociale, cependant, celle de secteur sans but lucratif exclut les coopératives, qui peuvent réaliser des profits, même s'ils sont redistribués aux membres sous forme de ristournes.
 - 4 Pour une analyse anthropologique de la notion de nécessité telle qu'elle est véhiculée dans un quartier populaire du Mexique, voir Díaz Barriga (1996).
 - 5 Ce qui signifie qu'elle n'était pas affiliée à la CNOP (Confédération Nationale des Organisations Populaires).
 - 6 Il s'agit d'un pseudonyme.
 - 7 L'Institut national de la Solidarité, qui relève du Ministère du Développement Social, SEDESOL, dispose depuis 1998 d'un fonds d'investissement social offrant des contributions qui peuvent aller jusqu'à 50% du budget total de projets visant la création d'emplois et devant être présentés par des ONGs de développement (SEDESOL, 1999b). Ces projets peuvent mener, notamment, à la mise sur pied d'entreprises sociales. Depuis 1995 (Noya et Lecamp, 1999), ce même Ministère gère également un Fonds spécialement destiné au démarrage d'entreprises de l'économie sociale, le FONAES (*Fondo de Apoyo a las Empresas de Solidaridad*), qui cible principalement les

paysans, les indiens et les groupes populaires en milieu urbain (SEDESOL, 1999a).

- 8 Établie à Cuernavaca depuis 1969, CIDHAL se consacre à l'amélioration de la situation des femmes. Elle a été une des premières ONG féministes à se constituer en Amérique latine. CIDHAL intervient notamment dans le domaine de la santé reproductive, en offrant des consultations médicales à prix modique. L'organisation possède un centre de documentation, organise des activités de formation et parraîne des projets spécifiques. Depuis quelques années, elle a également développé une expertise dans le domaine de l'environnement (Suarez et Van Remmen, 1996).
- 9 Cette organisation, active dans le mouvement pour le respect des droits humains au Mexique, a pris le nom d'un défunt évêque de Cuernavaca qui a milité activement contre la torture et autres formes de violations des droits humains au cours des années 1970 et 1980.
- 10 Le répertoire inclut des fondations privées, dédiées à la philanthropie, des associations de citoyens, des ONGs environnementalistes, des groupes communautaires offrant des services d'aide aux personnes âgées ou encore des coopératives de production. Bref, on y trouve, dans les termes du présent article, des OCBs aussi bien que des ONGs.
- 11 Dans son article, Aguilar relate les tensions qui ont marqué la distanciation des ONGs de développement d'avec les mouvements sociaux au Mexique. Pour ma part, je considère que les ONGs sont partie prenante des mouvements sociaux et que c'est plutôt des organisations communautaires de base, surtout celles qui formaient partie du mouvement urbain populaire, qu'elles se sont distinguées au cours des trente dernières années. La différence entre OCBs et ONGs demeure parfois ténue et au sein même des organisations, donne parfois lieu à des mésententes.

Références

- Adnan, S. (dir.)
1992 *People's Participation, NGOs and the Flood Action Plan*. Dhaka: Oxfam.
- Aguilar, R.
1997 Las ONG de desarrollo y la democracia interna : una aproximación, *La democracia de los de abajo en México*, J. Alonso et J.M. Ramírez Saíz (coords.), México: CIIH / UNAM – Consejo Electoral del Estado de Jalisco – *La Jornada Ediciones* : 293-315.
- Aguilar Villanueva, L.F.
1997 Las organizaciones civiles y el gobierno mexicano, *Sociedad Civil, Análisis y Debate*, 1(2) : 83-102.
- Barber, B.R.
1997 *Une démocratie forte*, Paris : Desclée de Brouwer.
- Barroso Arias, A.L. et al.
2000 Educación popular y participación autogestiva en el medio suburbano : el caso de la colonia Miravalle, Manuscrit.
- Benford, R.D. et D.A. Snow
2000 Framing Processes and Social Movements : An Overview and Assessment, *Annual Review of Sociology*, 26 : 611-639.
- Bennet, V.
1992 The Evolution of Urban Popular Movements in Mexico between 1968 and 1988, *The Making of*

- Social Movements in Latin America*, A. Escobar et S.E. Alvarez (dirs.), Boulder, San Francisco, Oxford : Westview Press : 240-259.
- Boutros-Ghali, B.
1996 Foreword, *NGOs, the UN and Global Governance*, T.G. Weiss et L. Gordenker (dirs.), Boulder et London: Lynne Rienner : 7-12.
- Calame, P.
1999 Une participation sur injonction, *Économie et Humanisme*, 350 : 46-48.
- Centre Tricontinental
1998 Éditorial. La société civile : enjeu des luttes pour l'hégémonie, *Société civile : lieu des luttes sociales*, Louvain-la-Neuve, Centre Tricontinental; Paris et Montréal : L'Harmattan : 5-19.
- Cerda García, A.
2000 Communication personnelle.
- Costa, S.
1994 Sphère publique, redécouverte de la société civile et des mouvements sociaux, *Alternatives Sud*, 1(4) : 17-38.
- Coulomb, R.
1997 ONG y políticas sociales : una problematización desde el hábitat popular, *Revista Mexicana de Sociología*, 59(2) : 227-247.
- Defourny, J., et P. Develtere
1999 Origines et contours de l'économie sociale au Nord et au Sud, *L'économie sociale au Nord et au Sud*, J. Defourny, P. Develtere et B. Fonteneau (dirs.), Paris et Bruxelles: DeBoeck et Larcier : 25-56.
- Develtere, P.
1998 *Économie sociale et développement. Les coopératives, mutuelles et associations dans les pays en développement*, Paris et Bruxelles : DeBoeck and Larcier.
- Díaz Barriga, M.
1996 Necesidad : Notes on the Discourses of Urban Politics in the Ajusco Foothills of Mexico City, *American Ethnologist*, 23(2) : 291-310.
- Escobar, A.
1997 Anthropologie et développement, *Revue internationale des sciences sociales*, 154 : 539-559.
- Escobar, A. et S.E. Alvarez (dirs.)
1992 *The Making of Social Movements in Latin America*, Boulder, San Francisco et Oxford : Westview Press.
- Esparza, O. et A. González Martínez
1997 *¡Luchamos para agua limpia para la agricultura!*, Mexico : Semarnap/Cecadesu-PNUD. Version électronique consultée le 5 juillet 2001, http://beta.semarnap.gob.mx/cecaedesu/cideac/virtual/luchamos_agua_limpia.htm.
- Favreau, L.
1999 Économie sociale et mondialisation : une perspective globale, *L'économie sociale au Nord et au Sud*, J. Defourny, P. Develtere et B. Fonteneau (dirs.), Paris et Bruxelles: DeBoeck et Larcier : 241-256.
- Fisher, W.F.
1997 Doing Good? The Politics and Antipolitics of NGO Practices, *Annual Review of Anthropology*, 26 : 439-464.
- Fox, J. et L. Hernández
1995 Mexico's Difficult Democracy : Grassroot Movements, NGOs, and Local Government, *New Paths to Democratic Development in Latin America*, C.A. Reilly (dir.), Boulder et London: Lynne Rienner : 179-210.
- Fundación Don Sergio Méndez Arceo
1997 *El pueblo construye una nueva sociedad*. Cuadernos de la Fundación, 2, janvier.
- Gardner, K. et D. Lewis
1996 *Anthropology, Development and the Post-modern Challenge*. London et Chicago : Pluto Press.
- Gezon, Lisa L.
2000 The Changing Faces of NGOs : Structure and Communities in Conservation and Development in Madagascar, *Urban Anthropology*, 29(2) : 181-215.
- Gordon, S.
1997 La cultura política de las organizaciones no gubernamentales en México, *Revista Mexicana de Sociología*, 59(1) : 53-67.
- Gouvernement de l'état de Morelos
2001 *Directorio de Organizaciones No Gubernamentales en Morelos*, site web du gouvernement de Morelos, consulté le 5 juillet 2001, <http://www.morelos.gob.mx/principal/gobierno/ONG.htm>.
- Helmich, H. et J.Lemmers
1998 Introduction, *La société civile et le développement international*, A. Bernard, H. Helmich et P.B. Lehnig (dirs.), Paris: Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe / Centre de Développement de l'OCDE : 11-16.
- Hiernaux-Nicolas, D.
1995 L'économie populaire entre la libéralisation des marchés et la solidarité : le cas de Mexico, *Contre l'exclusion. Repenser l'économie*, J.-L. Klein et B. Lévesque (dirs.), Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec : 199-211.
- Johnson, H.I. et G.Wilson
2000 Biting the Bullet : Civil Society, Social Learning and the Transformation of Local Governance, *World Development*, 28(11) : 1891-1906.
- Lewis, D.
1999 Revealing, Widening, Deepening? A Review of the Existing and Potential Contribution of Anthropological Approaches to "Third-Sector" Research, *Human Organization*, 58(1): 73-81.
- Massolo, A.
1997 La otra cara de la luna, *La democracia de los de abajo en México*, J. Alonso et J.M. Ramírez Saíz (dirs.), México: CIIH / UNAM – Consejo Electoral del Estado de Jalisco – La Jornada Ediciones : 183-207.
- Melucci, A.
1996 *Challenging Codes. Collective Action in the Information Age*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Miraftab, F.
1997 Coqueteando con el enemigo : desafíos de las ONGs para el desarrollo y el empoderamiento, *Sociedad civil. Análisis y Debate*, 2(1) : 33-58.

- Mitlin, D.
1998 Le secteur des ONGs : son rôle dans le renforcement de la société civile et dans la garantie d'une bonne gestion des affaires publiques, *La société civile et le développement international*, A. Bernard, H. Helmich et P.B. Lehning (dirs.), Paris: Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe et Centre de Développement de l'OCDE : 89-106.
- Noya, A. et G. Lecamp
1999 *Les entreprises sociales*, Paris: OCDE.
- Oakley P. et O. Flores
1994 Editorial Introduction : Community Development in Latin America : The Current State of Play, *Community Development Journal*, 29(4) : 295-297.
- Polanyi, K.
1967 (1944) *The Great Transformation. The Political and Economic Origins of Our Time*, Boston: Beacon.
- Rahnema, M.
1992 Participation, *The Development Dictionary*, Wolfgang Sachs, (dir.), London: Zed: 116-131.
- Regalado Santillán, J.
1997 Lo que quedó del MUP, *Cultura política de las organizaciones y movimientos sociales*, J. Castillo et E. Patiño (dirs.), México: Centro de Investigaciones Interdisciplinarias en Ciencias y Humanidades, UNAM / La Jornada : 103-120.
- Reilly, C.A.
1995 Public Policy and Citizenship, *New Paths to Democratic Development in Latin America*, C.A. Reilly (dir.), Boulder et London: Lynne Rienner : 1-27.
- Rodríguez, A. et L. Winchester
1996 Déterritorialisation, dématérialisation, décentralisation et résurgence de l'urbain en Amérique latine, *Villes du Sud. Sur la route d'Istanbul*. Textes réunis pour préparer la conférence HABITAT II, Émile LeBris (dir.), Paris: ORSTOM : 57-73.
- Salamon, L.M. et al.
1999 *Global Civil Society. Dimensions of the Nonprofit Sector*, Baltimore : Johns Hopkins Center for Civil Society Studies.
- Sánchez, N.
1994 Community Development and the Role of NGOs : A New Perspective for Latin America in the 1990s, *Community Development Journal*, 29(4) : 307-319.
- Sanyal, B.
1999 Potentiel et limites du développement "par le bas," *L'économie sociale au Nord et au Sud*, J. Defourny, P. Develtere et B. Fonteneau (dirs.), Paris et Bruxelles: DeBoeck et Larcier : 179-194.
- SEDESOL
1999a ¿Qué es Fonaes?, Site web du Ministère du Développement Social, consulté le 4 février 1999, http://www.fonaes.gob.mx/que_es.htm.
1999b Fondo de coconversión social, Site web de l'Institut National de la Solidarité du Ministère du Développement Social, consulté 4 février 1999, <http://sede-sol.gob.mx/INSOL/ONG.htm>.
- Suárez, R. et L. Van Remmen
1996 *Hacia una nueva cultura feminista : una semblanza histórica del CIDHAL*. Mexico : Academia Mexicana de los Derechos Humanos.
- Toranzo Roca, C.
1999 Introducción, *Las paradojas de la participación. Más Estado o más Sociedad?*, C. Toranzo Roca (dir.), La Paz: DIAKONIA / OXFAM : xi-xxxiii.
- Veltmeyer, H.
1997 Decentralisation as the Institutional Basis for Community-Based Participatory Development : the Latin American Experience, *Canadian Journal of Development Studies*, 18(2) : 303-325.
- Verduzco, G., R. List et L.M. Salamon
1999 *Mexico, Global Civil Society. Dimensions of the Nonprofit Sector*, L.M. Salamon et al., Baltimore: Johns Hopkins Center for Civil Society Studies : 429-443.
- Woost, M.D.
1997 Alternative Vocabularies of Development? "Community" and "Participation" in Development Discourse in Sri Lanka, *Discourses of Development. Anthropological Perspectives*, R.D. Grillo et R.L. Stirrat (dirs.), Oxford et New York : Berg : 229-253.